

3.1 L'emploi industriel en France

En 2008, l'emploi dans les secteurs concurrentiels non agricoles (SCNA) s'est contracté en France. Sur l'ensemble de l'année, le reflux atteint 0,9 %, soit - 141 000 emplois, la plus forte baisse annuelle depuis 1993. En 2007, l'emploi SCNA s'était accru de 294 000 salariés. En 2008, sous l'effet de la récession économique internationale, les pertes d'emplois se sont fortement accélérées au quatrième trimestre (- 117 000 emplois) et plus encore au premier trimestre 2009 (- 192 000). L'emploi industriel (hors IAA) a accentué son déclin engagé depuis le printemps 2001 : l'emploi direct* (hors intérim) a diminué de 2 % entre fin 2007 et fin 2008, soit une perte nette de près de 74 000 emplois, après - 40 700 en 2007.

Premier levier d'ajustement aux variations d'activités, l'intérim* s'est effondré fin 2008. Le volume d'emploi intérimaire industriel en équivalent temps plein a chuté de 25,4 % entre décembre 2007 et décembre 2008, soit une perte de 74 000 emplois (après + 16 000 en 2007). Au total, l'industrie a perdu 148 000 emplois entre décembre 2007 et décembre 2008, six fois plus que l'année précédente. Au premier trimestre 2009, la situation s'aggrave encore : l'industrie perd 53 000 emplois directs (- 1,5 %), tandis que l'intérim poursuit sa chute (- 50 000 emplois, soit - 22,9 %).

Le poids de l'intérim dans l'ensemble de l'industrie se replie sensiblement en 2008 (5,7 %, contre 7,3 % en 2007).

Entre début 2000 et fin mars 2009, plus de 530 000 emplois salariés directs ont disparu dans l'industrie : l'emploi industriel ne représente plus que 22,5 % de l'effectif salarié SCNA, contre 28 % début 2000. Entre 2000 et 2007, l'activité industrielle est en croissance modérée. La baisse de l'emploi résulte de plusieurs facteurs structurels : l'externalisation croissante de fonctions auxiliaires auparavant intégrées aux entreprises industrielles, les gains de productivité importants réalisés dans l'industrie et la perte de compétitivité de certains secteurs d'activité se traduisant dans certains cas par des délocalisations

d'entreprises. En 2008, c'est avant tout la baisse importante de l'activité industrielle qui provoque une chute de l'emploi affectant chacun des grands secteurs.

Dans l'automobile, la réduction des effectifs directs s'aggrave nettement au premier trimestre 2009 : - 2,2 %, soit presque la moitié des pertes de l'année 2008 (- 4,9 %, - 13 300 emplois). Sur l'année 2008, ce secteur a aussi réduit de moitié ses effectifs d'intérimaires.

La contraction de l'emploi s'accélère nettement dans les biens intermédiaires en raison de la crise mondiale de l'automobile (- 1,4 % au quatrième trimestre 2008, - 2,8 % sur l'ensemble de l'année 2008 soit - 35 800 emplois). Elle s'accroît au premier trimestre 2009 (- 2,1 %). Le secteur des biens intermédiaires a réduit d'un tiers ses effectifs d'intérimaires durant l'année 2008.

Dans les industries des biens de consommation, la baisse des emplois directs s'amplifie en fin d'année (- 1,8 % au quatrième trimestre, - 3,5 % sur l'ensemble de l'année 2008, soit - 19 600 emplois) et touche désormais toutes les activités, y compris la pharmacie, parfumerie et entretien. Elle se poursuit au premier trimestre 2009 (- 2 %). L'effectif direct du secteur s'est replié de près d'un quart depuis 2000.

Dans les biens d'équipement, l'emploi direct a commencé à baisser fin 2008 (- 0,4 % au quatrième trimestre, - 0,1 % sur l'ensemble de l'année 2008) alors qu'il progressait depuis 2005. La situation de l'emploi se dégrade notamment dans les industries des équipements mécaniques, qui ne sont plus créatrices nettes d'emplois. Ce recul des biens d'équipement s'est amplifié au premier trimestre 2009 (- 0,9 %) et touche toutes les activités, à l'exception de la construction aéronautique, navale et ferroviaire, dont les effectifs sont stables.

Les industries agricoles et alimentaires perdent des effectifs en 2008 (- 0,6 %, soit - 3 100 emplois) et au premier trimestre 2009 (- 0,4 %). Néanmoins, le recul est plus modéré que dans le reste de l'industrie manufacturière en raison de la résistance de la consommation des ménages en France.■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- Statistiques, Acoess : <http://www.acoess.urssaf.fr>
- Le tableau de bord trimestriel de l'emploi, DGCS : http://www.industrie.gouv.fr/p3e/tableau_bord/tbe/tbe.php

L'emploi industriel en France 3.1

1. Emploi salarié industriel en France

En fin d'année	2007/2006	2008/2007	2008
milliers			
Emploi direct (1)			
Industries agroalimentaires	0,9	-3,1	552,0
Biens de consommation	-16,3	-19,6	556,0
Industrie automobile	-10,0	-13,3	256,3
Biens d'équipement	1,1	-0,5	771,2
Biens intermédiaires	-16,6	-35,8	1 244,3
Énergie	0,3	-1,3	227,0
Industrie	-40,7	-73,6	3 606,8
Volume d'intérim (2)			
Industries agroalimentaires	3,2	-4,8	42,0
Biens de consommation	0,0	-7,0	24,8
Industrie automobile	5,6	-15,1	15,5
Biens d'équipement	1,6	-10,8	50,9
Biens intermédiaires	0,6	-36,5	77,6
Énergie	-0,4	0,1	7,0
Industrie	16,0	-74,0	217,7
Emploi total (1 + 2)			
Industries agroalimentaires	4,0	-7,9	594,0
Biens de consommation	-16,3	-26,6	580,8
Industrie automobile	-4,4	-28,4	271,8
Biens d'équipement	2,7	-11,3	822,1
Biens intermédiaires	-16,0	-72,3	1 321,9
Énergie	-0,1	-1,2	234,0
Industrie	-24,7	-147,6	3 824,5

Sources : (1) Insee, nombre d'emplois, CVS ; (2) Dares, volume d'emplois en équivalent temps plein, CVS.

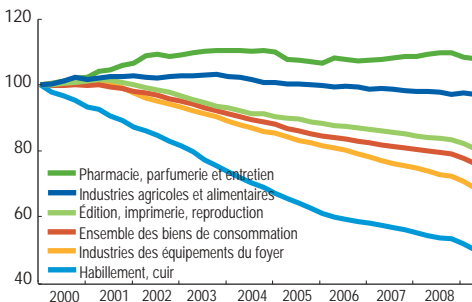
3. Évolution de l'emploi salarié industriel direct en France

	Du 31 décembre 1999 au 31 décembre 2008	
	milliers	%
Industries agroalimentaires	-14,0	-2,5
Biens de consommation	-160,4	-22,4
Industrie automobile	-25,8	-9,1
Biens d'équipement	-47,7	-5,8
Biens intermédiaires	-216,4	-14,8
Énergie	-16,0	-6,6
Industrie	-480,3	-11,8

Source : Insee, nombre d'emplois, CVS.

5. Emploi salarié direct dans les IAA et les biens de consommation

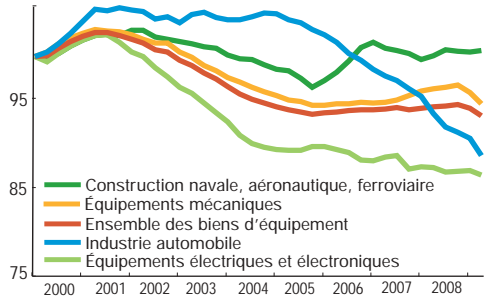
31 décembre 1999 = 100



Source : Insee, données CVS.

2. Emploi salarié direct dans l'automobile et les biens d'équipement

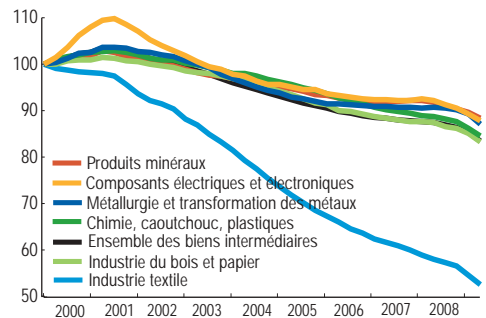
31 décembre 1999 = 100



Source : Insee, données CVS.

4. Emploi salarié direct dans les biens intermédiaires

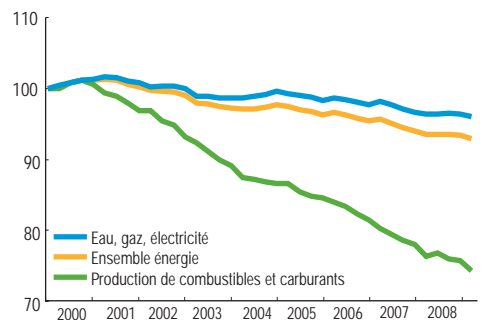
31 décembre 1999 = 100



Source : Insee, données CVS.

6. Emploi salarié direct dans l'énergie

31 décembre 1999 = 100



Source : Insee, données CVS.

3.2 L'emploi industriel dans les pays de l'OCDE

Après avoir légèrement progressé en 2006 et en 2007, l'emploi industriel européen est reparti à la baisse au troisième trimestre 2008. Sous l'effet de la récession économique internationale, le recul a été plus sensible au quatrième trimestre. L'industrie européenne a ainsi perdu 1 % de ses emplois en 2008. Ce recul s'est nettement accentué au premier trimestre 2009 (- 1,5 %).

Au 31 mars 2009, l'industrie (y compris IAA et énergie) occupait 38,5 millions de personnes dans l'Union européenne (UE), soit 17 % de l'emploi total (ensemble de l'économie). Le poids de l'industrie dans l'emploi total est plus faible en France (13 %) que dans l'ensemble de l'UE (17 %). Il est particulièrement élevé dans les nouveaux États membres (24 % en moyenne). Il est de 20 % en Italie et en Allemagne, de 15 % en Espagne et de 11 % au Royaume-Uni.

Porté par une forte progression de l'activité manufacturière en 2007 et au début de l'année 2008, l'emploi industriel a continué de progresser en Allemagne en 2008 (+ 0,9 % sur l'ensemble de l'année). Malgré le fort recul de la production au premier trimestre 2009, les effectifs industriels enregistrent une baisse moindre que dans l'ensemble de l'Union européenne (- 0,9 %).

À l'opposé, la situation de l'emploi industriel s'est très fortement dégradée en Espagne : chute de 7 % au quatrième trimestre 2008 et de 12 % au premier trimestre 2009. Les pertes d'emplois en six mois effacent dix ans de progression des effectifs dans un pays durement touché par la crise immobilière.

La récession économique a des effets nettement plus atténués sur l'emploi industriel en Italie. Celui-ci a baissé de 1,4 % en 2008, mais de 0,6 % seulement au premier trimestre 2009.

En France, la diminution des effectifs en 2008 (- 2 %) confirme la tendance observée depuis 2001. La récession a accéléré le rythme de

pertes d'emplois au premier trimestre de 2009 (-1,5 %), soit presque autant que sur l'ensemble de l'année 2008.

Le Royaume-Uni enregistre la plus importante dégradation de l'emploi industriel des principaux pays de l'Union européenne depuis 2000. Cette forte baisse de l'emploi s'est nettement accentuée en 2008 (-3,5 %, après - 1,9 % en 2007).

Aux États-Unis, premier pays touché par la récession économique et par la crise mondiale de l'automobile, le recul de l'emploi industriel s'est intensifié dès le début de l'année 2008. Il est de 4 % sur l'ensemble de l'année.

La chute du commerce mondial a durement affecté l'activité industrielle au Japon en fin d'année 2008 et plus encore au début de l'année 2009. Ainsi, après avoir progressé en 2006 et en 2007, l'emploi industriel japonais a reculé de 2 % en 2008.

Dans l'industrie manufacturière, les parts dans l'emploi salarié des tranches d'âge extrêmes, les 55 ans ou plus et, dans une moindre mesure, les moins de 25 ans, sont plus faibles en France mais aussi en Italie que dans l'ensemble de l'Union européenne. Les 55 ans ou plus pèsent en particulier beaucoup moins en France qu'au Royaume-Uni (respectivement 9,4 % et 17,2 % en 2008) du fait notamment d'un âge moyen de départ à la retraite beaucoup plus bas. Quant aux moins de 25 ans, ils sont proportionnellement moins nombreux en France (7,9 %) qu'en Allemagne (11,6 %) ou au Royaume-Uni (10,1 %), mais plus nombreux qu'en Italie (6,5 %).

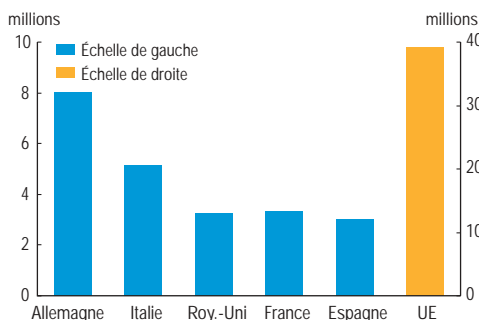
Les femmes s'orientent moins souvent vers l'industrie manufacturière en France que dans l'ensemble de l'UE (respectivement 9,3 % et 10,6 % en 2008). La part de l'emploi féminin dans l'industrie manufacturière en France (29 %) est très proche de celle de l'Allemagne et de l'Italie, mais sensiblement supérieure à celle du Royaume-Uni et de l'Espagne (25 %). ■

Pour en savoir plus

- Enquêtes sur les forces de travail, Eurostat : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/employment_unemployment_ifs/data/database
- Comptes nationaux, Eurostat : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/national_accounts/data/database
- International Comparisons of Annual Labor Force Statistics, 10 Countries, 1960-2007, Bureau of Labor Statistics : <http://www.bls.gov/fls/flscomparefl.htm>

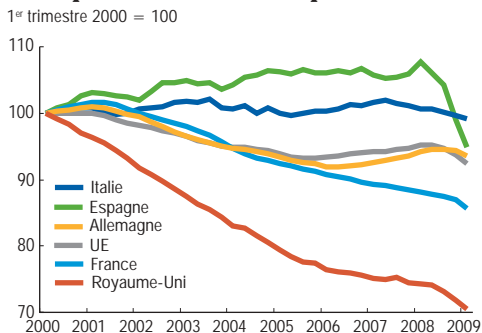
L'emploi industriel dans les pays de l'OCDE 3.2

1. Emploi industriel en Europe fin 2008



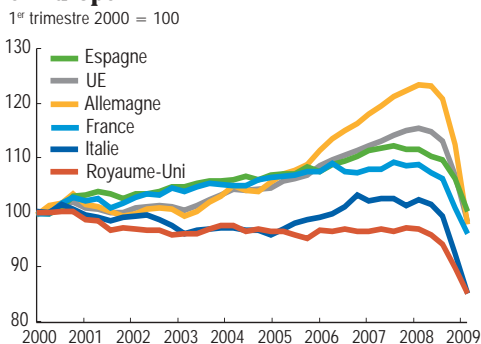
Données désaisonnalisées sauf pour le Royaume-Uni.
Source : Eurostat - Comptes nationaux.

2. Emploi industriel en Europe



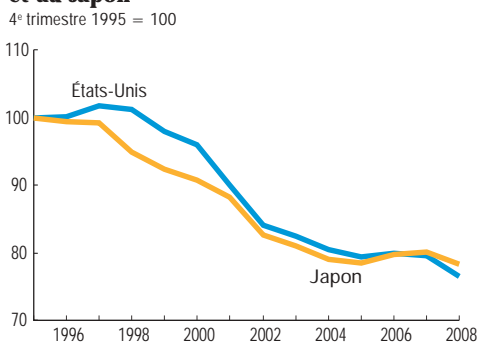
Données désaisonnalisées sauf pour le Royaume-Uni.
Source : Eurostat - Comptes nationaux.

3. Valeur ajoutée industrielle en volume en Europe



Données désaisonnalisées.
Source : Eurostat - Comptes nationaux.

4. Emploi manufacturier* aux États-Unis et au Japon



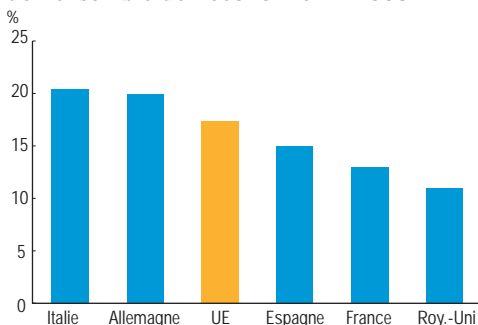
* y compris IAA.
Note : la classification utilisée pour l'emploi aux États-Unis change en 2000, conduisant à réduire l'emploi manufacturier après 2000.
Sources : Bureau of Labor Statistics et OCDE.

5. Structure par âge de l'emploi manufacturier* en Europe en 2008

	15-24 ans	25-39 ans	40-49 ans	50-54 ans	55 ans ou plus
UE	9,4	37,8	28,9	11,9	12,0
Allemagne	11,6	30,5	32,4	11,8	13,7
Espagne	8,1	44,7	24,2	10,3	12,8
France	7,9	38,9	30,2	13,6	9,4
Italie	6,5	43,3	29,8	11,4	9,1
Royaume-Uni	10,1	34,0	27,2	11,5	17,2

* y compris IAA.
Source : Eurostat - Enquête sur les forces de travail.

6. Part de l'emploi industriel dans l'emploi de l'ensemble de l'économie fin 2008



Source : Eurostat - Comptes nationaux.

3.3 La formation des salariés

Depuis 2001, la part des filières « industrielles »* parmi les bacheliers est assez stable, un peu en dessous de 17 % (16,2 % en 2008). En revanche, la part de bacheliers de la filière générale scientifique* ne cesse de progresser (27,9 % en 2008, après 25,4 % en 2001).

Le nombre d'étudiants inscrits dans les formations d'ingénieurs (écoles d'ingénieurs et universités) s'est fortement accru à la rentrée 2008 (+ 5,2 % après - 0,1 % en 2007). Les effectifs des IUT confirment à la rentrée 2008 le redressement amorcé en 2006 (+ 1,6 %, + 1,1 % pour les seuls IUT production).

En France, les jeunes se tournent davantage que leurs voisins européens vers des formations supérieures en mathématiques, sciences et technologie* : en 2007, 20,5 % des jeunes âgés de 20 à 29 ans ont un tel diplôme en France, contre 13,4 % dans l'Union européenne (UE). Mais cette part tend à diminuer en France plus que dans l'UE (respectivement 22,5 % et 13,2 % en 2005). En 2007, 37 % des salariés de l'industrie avaient un diplôme d'une spécialité « industrielle ». Mais les filières « industrielles » ne mènent pas uniquement à des emplois dans l'industrie. Les cinq dernières années, les jeunes actifs s'orientent moins vers l'industrie à leur sortie de formation initiale : ils sont 14 % de ceux ayant achevé leurs études depuis un à quatre ans en 2007 contre 17 % de ceux sortis depuis cinq ans ou plus. Ainsi en 2007, 19 % des salariés des autres secteurs étaient aussi titulaires d'un diplôme d'une spécialité « industrielle ».

Les salariés de l'industrie ont un peu moins souvent que leurs collègues des autres secteurs un diplôme de niveau bac ou plus : 42 % en 2007, contre 44 % pour les salariés de l'ensemble des secteurs concurrentiels non agricoles (SCNA). Mais l'écart s'inverse pour les moins de 35 ans : respectivement 62 % et 60 %.

En 2007, 278 000 nouveaux contrats d'apprentissage ont été enregistrés dans le

secteur marchand. La hausse est faible (+ 1 % après avoir été soutenue les années précédentes (+ 5 % en 2006 et + 6 % en 2005). La part des IAA dans ces embauches a cessé de décliner pour se stabiliser autour de 10 % ; la part des autres secteurs industriels est en légère augmentation, hormis celle des biens de consommation qui diminue. Au total, en 2007, l'industrie a accueilli 21,2 % de ces nouveaux apprentis.

Le contrat de professionnalisation s'est progressivement substitué aux anciens contrats en alternance - contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation - à partir du 1^{er} octobre 2004. Il vise à favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle par l'acquisition d'une qualification répertoriée. Après une forte montée en charge en 2005 et surtout en 2006, la croissance des entrées dans le dispositif se modère : en 2008, 178 000 nouveaux contrats ont été enregistrés par les directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, soit 4 % de plus qu'en 2007 (après + 18 % en 2007 et + 50 % en 2006). Les formations aux métiers des services restent prédominantes (78 % de l'ensemble), mais celles aux métiers de la production industrielle et de la construction progressent, notamment chez les employeurs d'au moins 50 salariés.

En 2006, les entreprises de l'industrie manufacturière ont consacré comme l'année précédente 2,9 % de leur masse salariale à la formation professionnelle continue. Ce taux est nettement plus élevé que le minimum légal (1,6 % pour les entreprises de 10 salariés ou plus depuis la loi du 4 mai 2004). En 2006, les salariés de l'industrie manufacturière ont été plus nombreux qu'au cours des années précédentes à participer à des stages de formation. La part des stagiaires a ainsi atteint 42,4 %, après 41,3 % en 2005 et 35 % en 2002. Cette part reste supérieure à celle de l'ensemble de l'économie. La durée moyenne des stages est restée relativement stable entre 2006 et 2007 (29 heures). ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe, rubrique « formation ».
- « Résultats définitifs de la session 2008 du baccalauréat », *Note d'information*, Ministère de l'Éducation Nationale, n° 09-10, mai 2009, <http://www.education.gouv.fr>
- « Le contrat de professionnalisation en 2008 : la croissance des entrées ralentit », *Premières informations, Premières synthèses*, DARES, no 20.1, mai 2009, <http://www.travail-solidarite.gouv.fr>
- Exploitation des déclarations fiscales 24-83, CEREQ, <http://www.cereq.fr/2483/2483.htm>

1. Nombre d'admis au baccalauréat (France métropolitaine et DOM) - Évolution de la part des filières scientifiques et industrielles

	%			
	1995	2001	2007	2008
Bac technologique à compétence industrielle	8,1	8,4	7,8	7,2
Bac professionnel secteur de la production	5,3	8,4	9,0	9,0
Total filières industrielles	13,4	16,8	16,8	16,2
Bac général scientifique	28,3	25,4	27,0	27,9
Total filières industrielles et scientifiques	41,7	42,2	43,8	44,1
Nombre total d'admis au baccalauréat (milliers)	492	499	524	519

Source : ministère de l'Éducation nationale.

2. Effectifs de l'enseignement supérieur dans les formations scientifiques

	milliers				
	2002	2006	2007	2008	Évolution 2008/2007 (%)
Total formations scientifiques (hors santé)	521,4	517,8	514,7	516,7	0,4
dont :					
Ingénieurs (écoles et universités)	102,4	108,8	108,7	114,4	5,2
STS ⁽¹⁾ secondaire	72,7	67,3	67,1	66,8	-0,4
IUT ⁽²⁾ production	57,9	55,9	56,6	57,2	1,1
CPGE ⁽³⁾ scientifiques	44,5	47,3	47,8	48,7	1,9
Université de technologie	6,5	7,4	7,7	8,0	3,9

⁽¹⁾ STS : sections de techniciens supérieurs.

⁽²⁾ IUT : institut universitaire de technologie.

⁽³⁾ CPGE : classes préparatoires aux grandes écoles.

Source : ministère de l'Éducation nationale.

3. Part de l'industrie dans l'apprentissage

	%			
	2004	2005	2006	2007 ⁽¹⁾
Industrie	21,1	20,9	20,6	21,2
dont :				
agroalimentaire	10,4	10,1	9,3	9,9
biens de consommation	2,0	2,0	2,0	1,8
biens d'équipement	3,6	3,6	3,7	3,9
biens intermédiaires	3,6	3,6	3,6	3,7
Flux de nouveaux apprentis dans le secteur marchand (milliers)	247	263	274	278

⁽¹⁾ Les répartitions sont estimées sur 80 % des contrats enregistrés en 2007.

Source : Dares.

4. Principales données de la formation continue en 2006

Secteurs	Taux de participation financière ⁽¹⁾ (%)	Taux d'accès ⁽²⁾ (%)	Durée moy. stages (heures)
Agroalimentaire	2,3	38,7	22,9
Industrie textile	1,9	22,6	28,1
Habillement	2,0	21,9	29,9
Cuir et chaussure	2,2	20,2	33,9
Travail du bois	1,7	20,6	22,4
Papier et carton	2,5	33,5	28,1
Édition et imprimerie	2,1	27,4	25,9
Raffinage et ind. nucléaire	4,2	69,1	33,4
Industrie chimique	3,3	54,9	26,4
Caoutchouc et plastiques	2,8	39,2	29,6
Fab. prod. minéraux non métal.	2,6	40,5	23,8
Métallurgie	3,0	42,7	31,7
Travail des métaux	2,1	28,0	28,7
Fab. machines et équipements	2,5	39,6	29,4
Fab. équip. électriq. et électroniques	3,2	48,7	33,0
Fab. machines et appar. électriques	2,9	41,7	30,8
Fab. équip. radio télévision	3,0	54,0	28,6
Fab. instrum. méd., optique, horlog.	2,6	41,5	28,5
Fab. matériel transport	4,1	61,3	34,1
Fab. autres matériels transport	3,5	60,5	29,8
Autres industries manufacturières	2,1	26,7	25,3
Récupération	2,0	26,3	31,2
Industrie manufacturière	2,9	42,4	29,6
Tous secteurs	2,9	41,0	30,2

⁽¹⁾ Dépenses de formation / masse salariale.

⁽²⁾ Nombre de stagiaires / nombre de salariés.

Source : Cereq - déclarations fiscales 24-83.

5. Salariés par niveau de diplôme en 2007

	Ensemble des secteurs marchands non agricoles ⁽¹⁾		Secteur industriel	
	Total	Moins de 35 ans	Total	Moins de 35 ans
Aucun diplôme ou CEP	18,9	10,7	18,8	9,3
Brevet des collèges	8,4	7,6	7,0	6,1
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	28,4	22,1	32,5	22,4
Baccalauréat, brevet professionnel ou autre diplôme de ce niveau	18,5	24,9	15,6	23,0
Baccalauréat + 2 ans	13,1	17,9	14,0	22,1
Diplôme supérieur	12,7	16,8	12,2	17,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

⁽¹⁾ Secteurs concurrentiels non agricoles.

Source : Dares.

3.4 Les salaires bruts

La progression du smic s'était accélérée sur la période 2003-2005, en raison de l'application de la loi « Fillon » de janvier 2003. Cette loi avait programmé la convergence du smic et des garanties mensuelles de rémunération (GMR, loi « Aubry 2 », janvier 2000) permettant le maintien du salaire mensuel* des salariés payés au smic lors du passage aux 35 heures. Calée sur le niveau de la GMR la plus élevée, cette convergence a conduit à une hausse du smic de 5,7 % en moyenne annuelle entre 2003 et 2005, après + 3,3 % en moyenne au cours des trois années précédentes. Le processus de convergence du smic et des GMR ayant pris fin le 1^{er} juillet 2005, le smic horaire a ralenti par la suite : son augmentation a été de 3 % en 2006 en glissement annuel, puis 2,1 % en 2007. Une accélération est survenue en 2008 (+ 3,2 %), suite à la revalorisation de juillet, destinée à compenser la hausse des prix à la consommation. Les augmentations soutenues du smic entre 2003 et 2005 ont conduit à une hausse mécanique de la part des salariés bénéficiaires sur cette période. Ensuite, sa décélération a eu l'effet inverse : en 2007, la hausse du smic horaire n'a bénéficié qu'à 8,5 % des salariés de l'industrie contre 11,3 % en 2005. Cette part s'est stabilisée en 2008.

Comme le smic, le salaire horaire de base des ouvriers* (SHBO) dans l'industrie a progressé de 3,2 % entre fin 2007 et fin 2008. Les salaires de base augmentant plus rapidement que l'indice des prix à la consommation, des gains de pouvoir d'achat ont pu être réalisés en 2008, comme sur les cinq dernières années. Cependant, la revalorisation du smic limitée à 1,3 % le 1^{er} juillet 2009 laisse augurer une modération salariale pour 2009.

En 2007, le salaire horaire brut moyen des salariés à temps complet* de l'industrie s'élevait à 18,80 euros, supérieur de 4 % à celui de

l'ensemble de l'économie et à tous les autres secteurs sauf à ceux des activités financières (26,80 euros), des services aux entreprises et des activités immobilières. L'écart avec les activités financières s'explique par des salaires supérieurs par catégories socioprofessionnelles (CSP) dans les activités financières ainsi que par une part beaucoup plus élevée de cadres. Par CSP, le salaire horaire brut moyen dans l'industrie est néanmoins parmi les plus élevés des grands secteurs.

En 2007, dans l'industrie, le salaire horaire brut moyen des femmes s'élevait à 16,60 euros, celui des hommes à 19,60 euros. Cet écart de 18 % est dû pour partie au fait que les femmes occupent moins fréquemment des emplois de cadres que les hommes. Toutefois, au sein d'une même CSP, l'écart demeure, bien que plus faible : entre 17 % chez les cadres et 9 % pour les professions intermédiaires. Selon une étude de la Dares, un peu moins de la moitié de l'écart de salaires dans l'industrie entre hommes et femmes s'explique par le fait qu'en moyenne les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes « caractéristiques individuelles », qu'ils n'occupent pas les mêmes emplois et qu'ils ne travaillent pas dans les mêmes établissements. Les femmes sont certes aussi diplômées que les hommes mais elles justifient d'une expérience professionnelle et d'une ancienneté dans l'entreprise plus faibles, en raison notamment d'interruptions de carrière plus fréquentes et plus longues. Elles sont moins nombreuses à occuper les postes les plus rémunérateurs et à travailler dans les établissements qui versent les salaires les plus élevés. Lorsqu'on raisonne « toutes choses égales par ailleurs », l'écart salarial, non expliqué par les caractéristiques citées plus haut, reste cependant important puisqu'il représente plus de la moitié de l'écart salarial total. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe, rubrique « salaires ».
- Müller L. : « Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes en 2006 : des disparités persistantes », *Premières informations et Premières synthèses*, Dares, n° 2008-44.5, octobre 2008 : <http://www.travail-solidarite.gouv.fr/etudes-recherche-statistiques-dares>

1. Évolution des salaires dans l'industrie

	Glissement annuel en fin d'année			
	2005	2006	2007	2008
Smic horaire	5,5	3,0	2,1	3,2
Salairé horaire de base des ouvriers	2,9	2,8	2,7	3,2
Salairé mensuel de base des :				
Ouvriers	2,9	2,8	2,7	3,2
Employés	2,7	2,6	2,5	3,2
Professions intermédiaires	2,6	2,7	2,6	3,1
Cadres	2,3	2,5	2,5	2,9
Ensemble des salariés	2,7	2,7	2,6	3,2

Champ pour les salaires de base : établissements de 10 salariés ou plus.
Source : Dares - enquête Acemo.

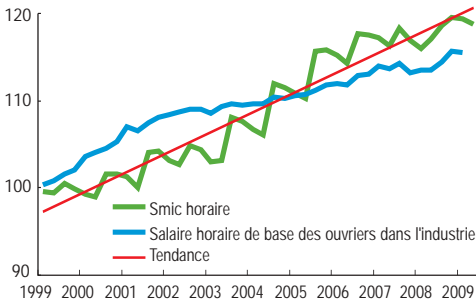
2. Part des salariés rémunérés sur la base du smic au 1^{er} juillet 2008 par secteur industriel

	2005	2006	2007	2008
Industries agroalimentaires	23,3	22,1	20,0	20,3
Biens de consommation	14,2	11,1	10,2	9,9
Industrie automobile	2,2	2,5	1,3	1,4
Biens d'équipement	5,5	5,4	3,7	3,9
Biens intermédiaires	12,2	10,3	8,6	8,8
Énergie	0,4	0,5	0,4	0,3
Ensemble de l'industrie	11,3	10,0	8,5	8,6

Champ : ensemble des salariés sauf apprentis et intérim.
Source : Dares - enquête Acemo.

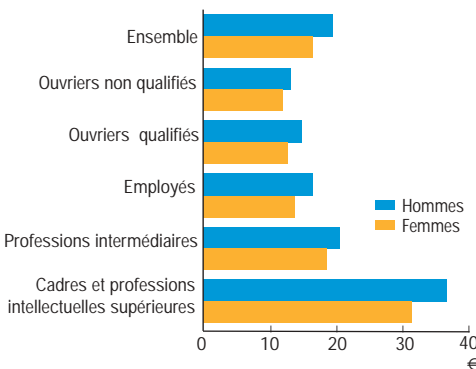
3. Pouvoir d'achat du smic et du salaire horaire de base des ouvriers dans l'industrie

Quatrième trimestre 1998 = 100



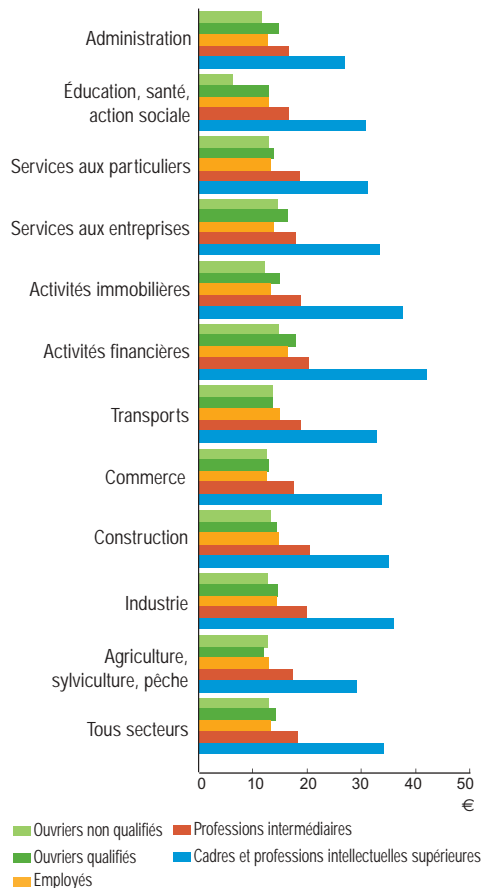
Sources : Insee, Dares.

5. Salaire brut horaire moyen des salariés à temps complet par sexe et catégorie socioprofessionnelle dans l'industrie



Champ : salariés hors apprentis, stagiaires et chefs d'entreprise.
Source : Insee - DADS 2007.

4. Salaire brut horaire moyen des salariés à temps complet par catégorie socioprofessionnelle et par secteur



Champ : salariés hors apprentis, stagiaires et chefs d'entreprise.
Source : Insee - DADS 2007.